



I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT (IPED)

Siège social : 9, rue Notre dames des Victoires – 75002 PARIS
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023



RSM Paris

26, rue Cambacérés

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00

Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

www.rsmfrance.fr

I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT (IPED)

Siège social : 9, rue Notre dames des Victoires – 75002 PARIS

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Association I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT (IPED),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT (IPED) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 31 décembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 13 septembre 2024

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Mohamed BENNANI', with a long horizontal stroke extending to the right.

Mohamed BENNANI

Associé

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Autres créances</i>	13 935 640	974 277	12 961 364	18 628 280
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	5 200 979		5 200 979	6 959 373
Total II	19 136 620	974 277	18 162 343	25 587 653
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	19 136 620	974 277	18 162 343	25 587 653
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	533 392	533 392
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	-267 184	-6 423
Excédent ou déficit de l'exercice	12 648	-260 761
Situation nette (sous-total)	278 855	266 208
Total I	278 855	266 208
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	3 320 635	7 421 546
Total II	3 320 635	7 421 546
PROVISIONS		
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	31	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 722 330	3 148 345
Autres dettes	9 808 465	9 460 499
Produits constatés d'avance	929 935	4 110 364
Total IV	13 460 760	16 719 207
Ecarts de conversion passif (V)	1 102 093	1 180 692
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	18 162 343	25 587 653
(1) Dont à plus d'un an (a)	4 657 258	
Dont à moins d'un an (a)	8 803 502	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	31	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 368 724	4 755 383
<i>Contributions financières</i>	1 763 283	4 373 841
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	9 401	
Utilisation des fonds dédiés	4 204 698	
Autres produits	3 447	
Total I	7 349 553	9 129 224
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	2 604 224	1 701 854
Aides financières	4 324 019	3 914 285
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	358 933	624 745
Reports en fonds dédiés	103 787	2 874 927
Autres charges	40	
Total II	7 391 003	9 115 812
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-41 450	13 413
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	89 752	
Différences positives de change	49 516	
Total III	139 268	
CHARGES FINANCIERES		
Différences négatives de change	78 258	274 174
Total IV	78 258	274 174
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	61 009	-274 174

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	12 648	-260 761
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Total des produits (I+III+V)	7 488 821	9 129 224
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	7 476 173	9 389 985
EXCEDENT OU DEFICIT	12 648	-260 761

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 18 162 343 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 12 648 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2023 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour objet de soutenir et accompagner l'entrepreneuriat en Afrique, dans le respect des dispositions légales, des valeurs et de l'éthique du développement responsable et durable partagée par ses membres. Elle peut fournir, dans le cadre de ces appuis à des petites et moyennes entreprises en Afrique, un apport technique, humain ou financier, des prestations de services, ainsi que des contributions à l'amélioration de leur environnement juridique économique et institutionnel.

L'association peut accorder des concours financiers à d'autres organisations ou à des entreprises, collectivités ou personnes physiques.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Faits caractéristiques**Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable**

Les principaux faits marquants de l'exercice sont les suivants :

- Pour le programme IPAS : un avenant n°2 a été signé en 2023 pour couvrir l'extension du programme jusqu'en décembre 2025.
- Pour le programme MCF : un avenant a été signé en 2023 pour couvrir l'extension du programme jusqu'à fin décembre 2024.
- Pour le programme IPAT : un avenant n°3 a été signé en 2023 par l'AFD (Agence Française de Développement) pour une extension du programme jusqu'au 31/08/2024.

De nouvelles conventions ont également été signées en 2023 :

- En janvier 2023, le contrat dénommé « RDC-UE » signé entre l'Association IPED et la Commission Européenne (pour le compte du gouvernement de la République Démocratique du Congo) a débuté. Il prévoit l'octroi d'une subvention à IPED (300 K€) pour l'aider à financer la création d'un nouveau fonds d'investissement d'impact en RDC. A ce jour, aucun coût n'a été décaissé, les équipes d'IPDEV II étant toujours à la recherche d'un candidat à la structuration du fonds.
- En décembre 2023, IPED a signé avec la GIZ (l'agence de développement Allemande) le contrat dénommé "CATALIST" prévoyant un financement global du projet de 10,4 millions d'euros. La lettre de notification officielle permettant de débiter le programme a été signée le 19/02/2024.

Enfin, il est à noter le point suivant :

- Le 11 janvier 2023, le conseil d'administration d'IPED a constaté la démission de Madame Sophie Ménager de son statut de Coordinatrice de l'Association et a approuvé la nomination de Monsieur Raphaël Dumont en tant que Coordinateur des projets IPAS, IPAT et IPDE

Autres éléments significatifs

Il est à noter que les éléments suivants sont intervenus après la date d'arrêté des comptes :

Le 26 mars 2024, le conseil d'administration a constaté la démission de Monsieur Jean-Michel Sévérino de son poste de Président de l'Association et constate la candidature de Monsieur Jérémie Hajdenberg comme Administrateur.

Un contrat dénommé "FARM" est en cours de négociation et de finalisation entre IPED et PROPARCO pour un programme d'un montant total de 4M° d'euros. La signature du contrat devrait intervenir courant du mois d'août 2024.

Notes sur le bilan

Actif circulant**Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 13 935 640 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	13 935 640	9 736 040	4 199 600
Charges constatées d'avance			
Total	13 935 640	9 736 040	4 199 600
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances se composent principalement des subventions à recevoir et des avances remboursables accordées aux entreprises partenaires dans le cadre des conventions de financement.

Produits à recevoir

	Montant
Banque - Intérêts courus à recevoir	37 744
Total	37 744

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	533 392				533 392
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	-6 423	-260 761			-267 184
Excédent ou déficit de l'exercice	-260 761	260 761	12 648		12 648
Situation nette	266 208		12 648		278 855
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	266 208		12 648		278 855

Notes sur le bilan

Dettes**Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 13 460 760 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	31	31		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 722 330	2 722 330		
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	9 808 465	5 808 465	4 000 000	
Produits constatés d'avance	929 935	272 677	657 258	
Total	13 460 760	8 803 502	4 657 258	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Les dettes se composent principalement des enveloppes de financement d'amorçage à réaliser dans le cadre des subventions.

Comptes de régularisation**Produits constatés d'avance**

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance - IPDE	630 664		
Produits constatés d'avance - RDC U	300 000		
Total	930 664		

Les produits constatés d'avance correspondent à la quote-part des subventions pour les prochains exercices.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes**Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 5 279 Euro

Honoraire des autres services : 0 Euro

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours.	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
IPAS	3 378 131	3 378 131	2 206 959			1 171 172	
IPAT	491 434	491 434	216 392			275 042	
MCF	3 546 041	3 546 041	1 781 348			1 764 693	
IPDE	5 940	109 727				109 727	
Total	7 421 546	7 525 333	4 204 699			3 320 634	

La convention MCF est rédigée en USD, nous appliquons le taux de change à chaque opération avec le bailleur.